



COMMUNIQUE

49-3 : le gouvernement persiste et signe !

Les Lilas le 5 juillet 2016

Quatre mois de mobilisations massives, de multiples sondages montrant, sans relâche, une opinion défavorable à ce texte de loi Travail, une absence de majorité parlementaire... et au bout du compte un texte contesté qui devient loi par le recours à l'article 49-3 de la Constitution !

Le gouvernement n'a pas voulu sortir de cette impasse. Il a délibérément mis en échec le dialogue social qu'il prône pourtant depuis le début de ce quinquennat, choisissant à l'inverse la division.

Mais alors qu'il a utilisé cette possibilité constitutionnelle pour aller vite et « arrêter de jouer » comme le déclare le Premier ministre, le gouvernement est loin d'en avoir terminé.

Comment peut-il envisager que ces mesures régressives, sur un sujet aussi structurant pour la société que le travail, puissent s'appliquer sans difficulté alors qu'elles ne sont le fruit ni du débat ni de la négociation ?

Les questions restent donc entières : Comment assurer l'égalité entre les salariés ? Comment éviter le dumping social ? Quelle définition du dialogue social ? Quelles conditions pour développer des emplois stables et de qualité, pour lutter mieux contre le chômage et la précarité pour une société du plein emploi ? Comment développer davantage des formations, et notamment des formations qualifiantes pour toutes et tous les salarié-es ?

La FSU, avec l'ensemble des organisations engagées depuis des mois pour faire valoir des droits facteurs de progrès social pour toutes et tous, continuera à se mobiliser pour porter ses exigences et ses propositions.